



La reconfiguration sécuritaire au Niger, une analyse des stratégies des groupes armés non-étatiques dans la région de Dosso

ZANGAOU Moussa

Résumé

Le présent article analyse les pratiques des groupes armés non-étatiques et leurs impacts sur la reconfiguration sécuritaire au Niger, un pays membre de l'Alliance des États du Sahel (AES). Face à la recrudescence des attaques des groupes de violence dans l'espace sahélien, cette étude pose la question des implications des actions des groupes terroristes sur l'environnement sécuritaire nigérien et pour la stabilité régionale.

Basée sur une approche qualitative combinant l'analyse documentaire et l'analyse des données empiriques, cette recherche examine les stratégies mises en œuvre par ces acteurs non-étatiques pour fragiliser la gouvernance sécuritaire au Niger. Par ailleurs, il met en évidence les mécanismes par lesquels ces terroristes étendent leur influence dans les autres États du Sahel en usant de la violence et en exacerbant des crises multiformes (humanitaires, sociales, économiques, etc.).

Les considérations de l'article montrent la complexité de ce phénomène et les défis majeurs qu'il pose à la cohésion sociale et à l'efficacité des initiatives sécuritaires dans un contexte de mutualisation des forces de l'AES. Ils exposent également la nécessité, pour les pays membres de l'AES, d'adopter une stratégie holistique qui va au-delà des réponses militaires pour éradiquer ce phénomène.

Mots-clés : Groupes armés non-étatiques, AES, Reconfiguration, Sécurité, Terrorisme.

Abstract

This article analyses the practices of non-state armed groups and their impact on the security reconfiguration in Niger; a member country of the Alliance of Sahel States (AES). Faced with an upsurge in attacks by violent groups in the Sahelian space, this study aims to understand the implications of terrorist groups' actions on Niger's security environment and for regional stability.

Based on a qualitative approach combining documentary analysis and empirical data analysis, this research examines the strategies implemented by these non-state actors to undermine security governance in Niger. In addition, it highlights the mechanisms by which these terrorists extend their

influence into other Sahelian states, using violence and exacerbating multifaceted crises (humanitarian, social, economic, etc.).

The results of this article show the complexity of this phenomenon and the major challenges it poses to social cohesion and the effectiveness of security initiatives in a context of shared ESA forces. They also highlight the need for ESA member countries to opt for a holistic strategy that goes beyond military responses to eradicate this phenomenon.

Keywords: *Non-state armed groups, ESA, Reconfiguration, Security, Terrorism.*

NOTE : Cet article est tiré de la présentation de HAROUNA OUSMANE Ibrahim, assistant de recherche au Laboratoire d'Études et de Recherches en Sociologie et en Anthropologie (LERSA), Université Abdou Moumouni de Niamey, pendant la Conférence “: État des lieux de la sécurité dans l'espace Alliance des États du Sahel » organisée par IRSH dans le cadre du projet « Promotion de la coexistence pacifique, de la protection, et de dialogue interreligieux au Niger » AID 012970/01/4, projet financé par l'Agence Italienne de Coopération au Développement.

Cette publication a été réalisée avec la contribution de l'Agence Italienne pour la Coopération au Développement. Le contenu de cette publication est exclusif responsabilité de Nexus ER ETS et ne représente pas nécessairement le point de vue de l'Agence.

Introduction

La région sahélienne constitue depuis plus d'une décennie le foyer d'une crise sécuritaire où une pluralité de groupes djihadistes et de groupes criminels s'entremêle et exacerbe le conflit. Cette région est devenue l'épicentre de la reconfiguration des dynamiques sécuritaires favorisées par la prolifération de ces groupes armés non-étatiques. L'exacerbation de la menace sécuritaire survint à un moment où le pays s'est inscrit dans une logique souverainiste en s'intégrant dans l'Alliance des États du Sahel (AES) avec le Burkina Faso et le Mali. Cette nouvelle coalition est née d'une volonté de lutter contre les attaques terroristes en mutualisant leurs forces.

Au Niger, toutes les régions font face aux menaces sécuritaires en dehors de la région de Zinder qui connaît une accalmie. La région de Dosso qui fait frontière avec le Bénin et le Nigéria, deux pays sous l'emprise des attaques djihadistes, connaît ces deux dernières années une recrudescence de l'extrémisme violent.

Cet article, basée sur une approche socio-anthropologique, se propose d'analyser les différentes stratégies mobilisées par les groupes armés non-étatiques pour influencer et reconfigurer

l'environnement sécuritaire de la région de Dosso. Il s'agit par ailleurs d'examiner les implications de cette reconfiguration sur le quotidien des populations locales et sur la stabilité de la région. La pertinence de cette étude réside dans le besoin de comprendre les jeux d'acteurs multiformes qui, au-delà des attaques meurtrières sur les communautés et les Forces de Défense et de Sécurité (FDS), s'ingèrent dans la gouvernance locale et s'offre la complicité de certains membres de la communauté.

L'article s'articulera en trois parties principales. La première établira un cadre conceptuel en présentant la méthodologie qui a guidé cette recherche. La deuxième partie traite des résultats et des discussions incluant l'histoire de l'émergence de l'insécurité au Niger, la cartographie des groupes armés non étatiques opérant à Dosso et les stratégies mobilisées par ces groupes de violence pour influencer la dynamique de reconfigurations de l'espace et du pouvoir dans la région de Dosso. L'article se termine avec une conclusion suivie d'une bibliographie.

Méthodologie de la recherche

Pour mieux comprendre les perceptions, les expériences, les motivations et les interactions des groupes armés non-étatiques et leurs implications dans la région de Dosso, l'étude citée dans cet article a privilégié l'approche qualitative. Il s'agit d'explorer en profondeur le « pourquoi » et le « comment » des dynamiques sécuritaires en jeu dans cette zone. Des techniques comme la recherche documentaire, les entretiens semi-directifs, les focus-groups et les observations ont été conciliées pour produire le corpus à analyser.

La recherche documentaire a permis d'explorer de façon systématique et critique la littérature grise produite sur ce sujet. Elle a également permis également de faire un focus sur les insuffisances des connaissances existantes à prendre en charge par cette étude. Le recours aux entretiens semi-directifs et au focus-group permet de recueillir des données riches et nuancées qui favorisent la compréhension de la dynamique en cours dans la région de Dosso. Ces interviews ont été réalisées auprès des acteurs étatiques (gouvernorat, préfecture, chefferie traditionnelle, Forces de défense et de sécurité, etc.) et des acteurs non-étatiques comme les Organisations de la Société Civile, les populations locales, les transporteurs, les femmes.

Enfin, l'observation participante consiste en une immersion du chercheur dans l'environnement de l'étude. Il s'agit de participer de façon active et non passive à la vie quotidienne du milieu en ayant un regard pertinent sur les inter-actions et les événements en

lien avec le sujet de recherche. Cette observation est menée dans les marchés ruraux et dans les gares routières où les débats sur le sujet sont courants. Les données collectées viennent en compléments aux autres données.

Résultats et discussion

Le Niger fait face à une insécurité grandissante dont les prémisses résident dans l'histoire des insurrections touarègues répétitives et qui a s'est exacerbée à partir de 2011 avec l'avènement des crises libyenne et malienne. Ces crises ont abouti à une prolifération des armes de guerre qui ont marqué l'introduction d'une nouvelle ère de violence jihadiste dans plusieurs parties du pays, dont la région de Dosso.

Cette partie explore en profondeur successivement l'évolution historique de l'insécurité au Niger, la cartographie des groupes armés non-étatiques et leurs stratégies de reconfiguration du pouvoir et de contrôle de l'espace à Dosso.

Brève histoire de l'insécurité au Niger : de l'émergence des rébellions à la naissance des groupes islamistes violents

Les troubles liés à la sécurité ne sont pas récents au Niger. L'histoire du pays est marquée par une succession de cycles de rébellions insufflées par des mouvements armés des Touarègues du Nord (F. Gaulme [2018] ; F. Deycard, 2011). Ces insurrections qui sont répétitives depuis plus de deux décennies sont motivées par des revendications liées aux questions politiques (décentralisation), socio-économiques et/ou aux partages des ressources (retombées des sociétés d'extraction des ressources énergétiques). Un ancien combattant de la rébellion touarègue de la région d'Agadez explique cette situation en ces termes,

« Toutes les rébellions que j'ai connues tournent autour de revendication sociale et économique. Les Touarègues sont marginalisées par nos gouvernements qui se sont succédé. Il y a un manque, voire une inexistence d'infrastructures éducatives, sanitaires et hydrauliques dans une zone d'élevage par excellence alors qu'ils abritent des sociétés comme la Cominak, la Somaïr et la Sonichar qui sont implantées dans la zone et qui profitent peu aux populations locales » (Propos d'un ancien combattant de la rébellion, entretien réalisé, le 02 juin 2025 à Niamey).

Ces propos sont caractéristiques des frustrations locales face à l'absence de développement, le chômage et qui ont engendré les rébellions dans les années 1990 et 2000 (A. Bossoma, 2015 ; X. Crettiez, 2016,). Ces incursions touarègues ont démontré la fragilité de l'État dans son mode

de gouvernance et plongé les régions d'Agadez, de Tahoua et Tillabéri dans une présence permanente de groupes armés non-étatiques (rebelle, des bandits armés, des milices d'auto-défense).

C'est à partir de 2011, qui marque la dislocation de la Libye et l'occupation du Mali (2012), que le Niger va connaître l'exacerbation d'un nouveau type de violence imposée par des groupes d'obédience islamiques, notamment l'État Islamique au Grand Sahara (EIGS) et le Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans (GSIM). Cette situation va marquer le début d'une instabilité récurrente avancée comme une des raisons du coup d'État militaire du 26 juillet 2023 comme le souligne ce chercheur,

« Cette insécurité que nous connaissons a pris ces racines avec l'insurrection touarègue du Mali en 2012 qui, elle-même, est la conséquence de la guerre de la Libye. C'est de là que sont nés le Mouvement National pour la Libération de l'Azawad (MNLA) et des Groupes comme Mouvement pour l'Unité et le Jihad en Afrique de l'Ouest (MOUJAO) et Ansar-Dine qui sont des groupes djihadistes » (Propos d'un chercheur, entretien réalisé, le 02 juin 2025 à Niamey)

Cette période marque le début d'une nouvelle ère d'instabilité qui va inonder le pays d'armes et de combattant transformant les régions de Diffa, Tahoua et Tillabéri en un terreau fertile pour l'émergence des groupes djihadistes (J. Cilliers, 2004).

L'effondrement de l'État libyen a inondé la région d'armes et de combattants, tandis que la crise au Mali a créé un terreau fertile pour l'émergence et la consolidation de groupes armés djihadistes (I. Harouna Ousmane, 2025). Le Niger s'est alors retrouvé pris en étau entre la zone de Liptako-Gourma à l'ouest (partagée avec le Mali et le Burkina Faso) et la région du Lac Tchad à l'est, où opère la secte Boko Haram.

C'est à partir de 2025 que la région de Dosso va connaître l'expansion de ces groupes terroristes avec des incursions meurtrières et des enlèvements de bétails dans plusieurs communes comme le souligne cet habitant de Kago (Dioundiou) en ces termes,

« Récemment, un événement tragique est survenu dans notre village de Kago. C'était un jeudi matin de mai 2025 que des combattants ont surgi dans notre village et ont exécuté le chef de village sous le prétexte qu'il avait interdit les populations de son village de commercer avec eux. Par la suite, ils sont repartis avec nos troupeaux sous nos regards impuissants » (Propos d'un habitant de Kago, entretien téléphonique réalisé le 15 juin 2025).

Cette situation illustre la forte pression qu'exercent les groupes terroristes dans la région de Dosso qui fait frontière avec le Bénin au sud et le Nigéria au sud-ouest, deux pays déjà touchés par le phénomène (I. Harouna Ousmane & A. Oumarou, 2023). À ces groupes s'ajoute le grand

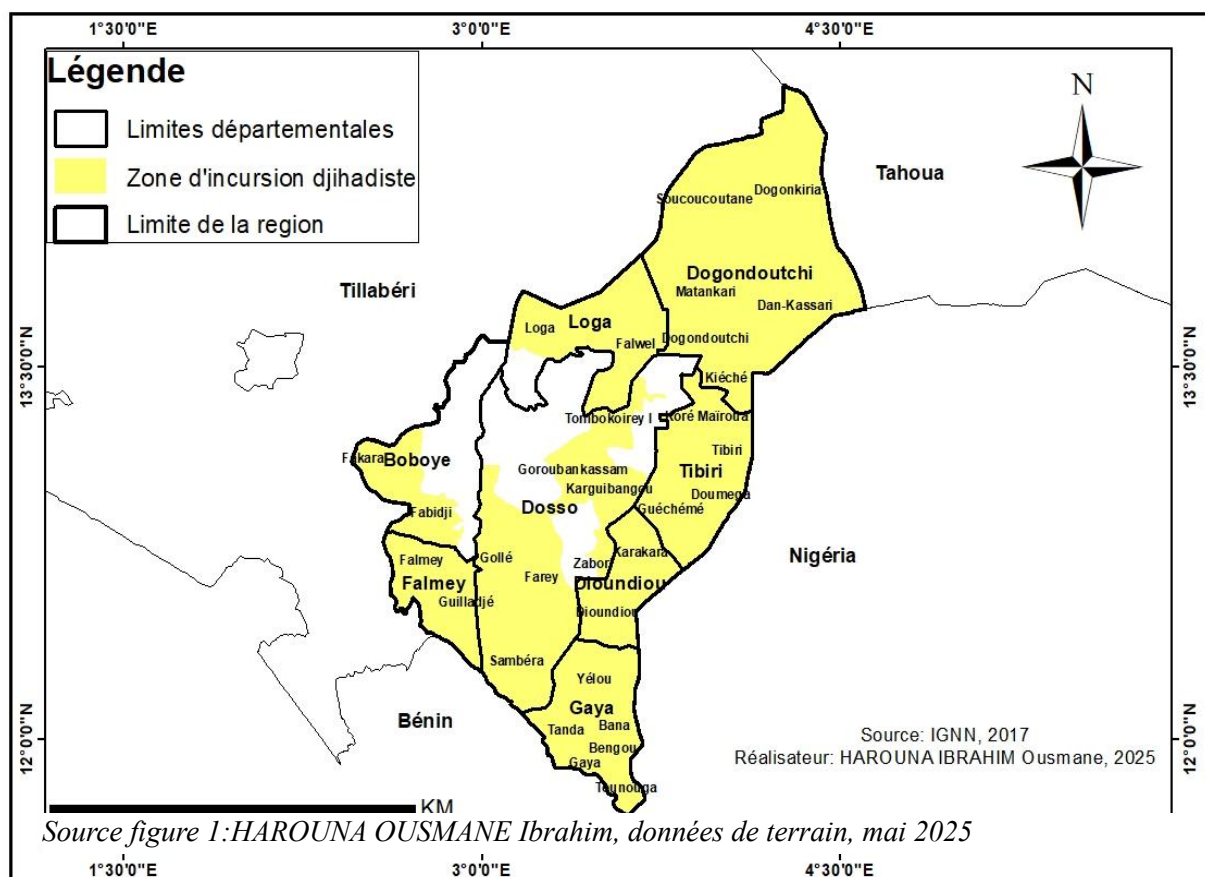
banditisme qui perturbe la quiétude sociale des populations locales de cette région (ASSANVO William & al., 2019).

En somme, la question sécuritaire au Niger, trouve son enracinement dans les insurrections touarègues autour des revendications socio-économiques et identitaires. Mais l'exacerbation de la crise libyenne et malienne a favorisé l'émergence de nouveaux « ouvriers de la violence » au nom de l'islam. Cette évolution marque le passage d'un conflit interne (rébellions) à une menace asymétrique complexe (djihadisme) qui met en cause la stabilité de plusieurs régions du pays.

I.1. Cartographie des groupes de violence, une confusion de rôle entre pluralité d'acteurs opérant à Dosso

La complexité de la situation sécuritaire de la région de Dosso, comme dans la région de Tillabéri, est caractérisée par une pluralité de groupes armés non-étatiques qui opèrent dans la région. Le mode opératoire commun à ces groupes consiste à maintenir une forte pression sur la population par l'exercice constant de la violence (L. Bardiès, 2019). On compte trois grands groupes à savoir les jihadistes, le groupe organisé criminel et les bandits résiduels.

Figure 1 : Zones d'incursion des jihadistes



Installés depuis 2021 au Bénin et au Mali, les jihadistes sont subdivisés en deux groupes distincts. L'État Islamique au Grand Sahara (EIGS) et le Jama'at Nusarat ul-Islam wal-Muslimin (JNIM) qui se traduit en français par « Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans (GSIM) ». Le premier est très actif dans la région de Tillabéri depuis plus de deux décennies. Il a émergé dans la région de Dosso depuis 2024, notamment dans les communes de Loga et de Dogondoutchi où il mène des incursions constantes. Leur mode opératoire repose sur la stratégie de la terreur en ciblant les civils et les forces de défense et de sécurité (FDS). Ils sont très actifs dans des zones où la présence de l'État est très faible, voire inexistante, dans le nord de la région de Dosso. C'est à partir de 2025, que ce groupe, devenu de plus en plus puissant avec l'acquisition de nouvelles armes, a intensifié ces actions avec des attaques meurtrières répétitives et des enlèvements de bétail dans la région de Dosso comme le souligne ce chercheur,

« Depuis que l'EIGS a créé une coalition avec certains Touareg du nord Mali et acquis une importante quantité d'armes, il est devenu puissant. Dans leurs attaques, les combattants n'épargnent ni les civils, ni les forces de défense et de sécurité. Ils continuent également à prélever la zakat ou à racketter le bétail des populations. C'est pour cette raison que les animaux sont devenus chers à la Tabaski de 2025 » (Propos d'un chercheur sur la sécurité, entretien réalisé le 02 juin 2025 à Niamey).

Les actions impactent sur la quiétude sociale et sur l'économie locale. Ce groupe vise à occuper plus d'espace allant au-delà de la zone des trois frontières pour toucher la région de Dosso. L'objectif est de déstabiliser l'État pour asseoir, selon eux, une autorité islamiste en mettant en œuvre des tactiques de recrutement agressif auprès des populations locales. Cet argument est contesté par beaucoup de marabouts pour démontrent que les préceptes du Coran interdisent à un musulman de tuer un autre musulman. D'ailleurs, plusieurs témoignages font état de consommation de la drogue par les éléments des groupes armés non étatiques, pratique qui est formellement interdite en Islam.

Le second groupe, JNIM, est une coalition des jihadistes affiliés à Al Quaïda. Le groupe du Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans (GSIM) est très actif au Bénin, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Ghana, au Mali, au Niger, au Nigéria et au Togo où il mène des attaques meurtrières (D. EIZENGA, 2024). Le Niger qui partage sa frontière avec le Bénin, le Burkina Faso et le Nigéria est pris en étau dans ce paysage sécuritaire exacerbé par des activités terroristes. Le JNIM qui connaît une montée en puissance avec l'acquisition d'un important armement à la suite de l'attaque de deux bases militaires au Bénin, élargit sous ses opérations

dans le sud de la région de Dosso, notamment dans les départements de Dioundiou, de Falmey et de Gaya comme l'explique cet enquêteur,

« Depuis l'attaque contre les deux bases militaires au Bénin où les terroristes ont emporté une importante quantité d'armes, le JNIM ne fait que mener des incursions dans plusieurs de nos villages dans les départements de Gaya, Boboye et Falmey. Malgré les patrouilles militaires, les personnes interrogées signalent des incursions fréquentes des terroristes dans les localités de Tanda et Ouna. Cette situation nous fait très peur. C'est vraiment inquiétant ! » (Propos d'habitant de Gaya, entretien téléphonique réalisé le 20 juin 2025 à Gaya)

Malgré sa stratégie d'ancrage communautaire (M. Moussa, 2024), le GSIM n'hésite pas à exécuter toute personne qui collabore avec les FDS ou qui les dénonce. Cette violence crée la psychose chez les villageois qui ne savent plus à qui faire confiance entre l'armée et les JNIM.

Le troisième groupe est composé de réseaux criminels organisés dont les activités se manifestent par une multitude de trafics illicites. On les retrouve principalement dans le trafic de drogues, de carburant, d'armes et de munitions (ASSANVO William & al., 2019), contribuant de façon conséquente au financement et au renforcement de la logistique des groupes de violence. Ainsi, leur activité n'est pas seulement économique, elle contribue également au renforcement des capacités de nuisance des groupes jihadistes.

En résumé, il faut rappeler que le paysage sécuritaire de Dosso est composé d'un ensemble complexe d'acteurs non-étatiques (jihadistes) qui exploitent les fragilités communautaires pour asseoir une emprise par la production de la terreur. À cette situation s'ajoute l'émergence de groupes criminels dont leurs actions complexifient davantage le conflit dans toute la région.

I.2. Stratégies des groupes de violence : entre "reconfiguration" du pouvoir et celle de l'espace dans la région de Dosso

Les groupes armés non-étatiques, au-delà de l'instauration de la terreur dans la région de Dosso, réinventent des stratégies pour remodeler la dynamique de gouvernance et planifier l'occupation progressive des villages de Dosso.

La stratégie la plus manifeste de ces groupes est celle des attaques contre les positions des FDS (Forces de Défense et de Sécurité) mais également contre les populations locales (I. Harouna Ousmane, 2025). Leur mode opératoire consiste à attaquer les marchés hebdomadaires villageois (R. Idrissa & A. Isambourg, 2020) et en faisant des embuscades contre les patrouilles militaires, les postes de police et de gendarmerie. Ce fait est relaté par un habitant,

« Ces derniers jours, les jihadistes s'attaquent à nous et tendent des embuscades à nos militaires. Récemment, ils ont tué plusieurs militaires sur le fleuve et ont exécuté le chef de village de Albarkaïzé. Cette situation nous inquiète beaucoup surtout que nous les voyons toutes les semaines en train de rôder. Actuellement, je ne fréquente plus les marchés de Ouna et de Bambaye » (Propos d'un habitant de Gaya, entretien téléphonique réalisé le 20 juin 2025 à Gaya).

Cette stratégie, qui consiste à produire la psychose chez les populations et à démoraliser les FDS (J-B. Pesquet, 2017), vise à créer un doute sur l'efficacité des forces de sécurité à garantir la protection des citoyens et du territoire.

Dans les zones où l'État est absent, les groupes jihadistes assurent une gouvernance parallèle en imposant des taxes aux populations et administrent une nouvelle forme de justice (I. Harouna Ousmane, 2025). Ils se substituent à l'autorité de l'État, prélèvent et règlent les conflits liés à l'accès et l'exploitation des ressources naturelles. Ces procédés leur assurent une forme de légitimité auprès des communautés locales.

Les groupes armés non-étatiques (GANE) profitent de l'absence de représentation de l'État (éducation, santé, justice, FDS) dans certaines zones pour émerger. Ils exploitent ce sentiment éprouvé par les communautés rurales et se présentent comme des alternatives aux problèmes des populations. Cette stratégie leur confère un solide ancrage communautaire forcé aux dépens des forces de défense et de sécurité.

Par ailleurs, ces groupes de violence d'obédience islamique font recours à la stratégie de la conquête par la division (G. BEAUFRE, 1978) qui consiste dans ce cas de figure à éloigner les populations de leur entité administrative, en semant la zizanie et la division de l'intérieur, pour les affaiblir et les dominer. Par cette stratégie, les jihadistes exploitent les frustrations socio-économiques (D. Baillet, 2002) et les différends communautaires liés notamment au foncier, à l'accès aux ressources naturelles, etc. Ils remodelisent leur discours en l'orientant vers les aspirations des communautés.

« Quand les jihadistes viennent dans les villages, ils disent aux populations de ne pas s'inquiéter puisqu'ils ne sont pas là pour leur faire du mal. Au contraire, ils vont les protéger contre les voleurs de bétails et autres bandits qui les agressent sur les routes des marchés. Ce qu'ils disent est intéressant pour des gens qui subissent constamment des vols de bétails et d'agression physique. » (Propos d'un habitant de Koutoumbou, entretien téléphonique réalisé le 21 juin 2025 à Gaya)

Ces actions permettent aux groupes terroristes d'avoir un ancrage et assentiment communautaire positif. Cette position leur confère la facilité de collaboration avec les populations qui les protègent et acceptent de ne pas les dénoncer dans leurs actions.

En somme, les GANE font recours à des stratégies complexes et variées incluant la violence pour remettre en cause l'autorité étatique. L'objectif étant de refonder le mode de gouvernance en créant un paysage sécuritaire démunie de toute présence des FDS pour instaurer une gouvernance parallèle. Pour ce faire, ils règlent les différends communautaires pour avoir une influence sur les populations et exercer leur contrôle de l'espace.

Conclusion

La présente étude démontre le rôle fondamental et varié des groupes armés non-étatiques (GANE) dans la reconfiguration du paysage sécuritaire nigérien et plus précisément de la région de Dosso. L'histoire de l'insécurité au Niger révèle un passage des rébellions internes vers les conflits extrémistes violents islamistes. Il ressort de cela que les groupes jihadistes, opérant dans la région de Dosso, mobilisent la terreur en s'attaquant aux positions militaires et aux populations locales.

Cette stratégie repose sur l'idée d'instaurer une gouvernance parallèle qui implique l'usage de la terreur dans plusieurs communes de Dosso. Ce modèle de pouvoir repose sur l'exploitation des failles étatiques pour avoir un ancrage communautaire créant une relation de complicité avec les locaux à travers des accords tacites. Cette dynamique remet en cause l'efficacité des réponses traditionnelles et la nécessité pour les autorités repenser les stratégies actuelles vers une approche plus holistique.

Les conséquences de cette reconfiguration sont destructives, car elles consacrent la perte progressive de l'autorité étatique et du territoire en décrédibilisant l'État aux yeux des citoyens. Cela complexifie les efforts du gouvernement à garantir la sécurité des personnes et des biens qui relève son rôle régalien.

Bibliographie

- ASSANVO William, DAKONO Baba, THÉROUX-BÉNONI Lori-Anne & MAÏGA Ibrahim, 2019. « Extrémisme violent, criminalité organisée et conflits locaux dans le Liptako-Gourma ». *Rapport pour l'Afrique de l'Ouest*, 26, 10.
- BAILLET Dominique, 2002. "Islam, islamisme et terrorisme". *Sud/Nord*, no^(sup) 16), 53-72. <https://doi.org/10.3917/sn.016.0053>
- BARDIÈS Laure, 2019. « Quelle alternative à la « guerre contre le terrorisme » » ? DSI (Défense et Sécurité Internationale), (142), 52-55.

- BEAUFRE Général, 1978. Essai général de Stratégie, Editions Champ Libre.
- DEYCARD Frédéric, 2011. Les rébellions touarègues du Niger : combattants, mobilisations et culture politique (Doctoral dissertation, Institut d'études politiques de Bordeaux).
- EIZENGA Daniel & GNANGUËNON Amandine, 2024. « Recadrer la réponse de l'Afrique de l'Ouest côtière à l'extrémisme violent ». Bulletin de la Sécurité Africaine, (43).
- GAULME François, 2018. « Conflits d'Afrique subsaharienne : l'éternel retour ? ». Politique étrangère, 39-50. <https://doi.org/10.3917/pe.183.0039>
- HAROUNA OUSMANE Ibrahim, 2025. Enjeux sécuritaires et mobilisation des jeunes dans les groupes extrémistes violents : Une analyse par l'exemple d'Abala au Niger. Editions Le Harmattan
- IDRISSA Rahmane & ISAMBOURG Andréa, 2020. « Retrouver l'équilibre : extrémisme violent et relations communautaires à la frontière entre le Niger et le Mali ». Recherches Internationales, 117(1), 151-170.
- MOHAMED Moussa, 2024. « Dimensions endogènes du terrorisme contre la chefferie dans le département de Tera au Niger (zone dite des trois frontières) ». Boubacar Solly Rubén Camilo Lois González, 83.
- PESQUET Jean-Baptiste, 2017. « De la rupture radicale au sacrifice de soi : l'engagement jihadiste d'un jeune Syrien au Liban ». In : Les Cahiers Dynamiques, 72 (2), 113-120. <https://doi.org/10.3917/lcd.072.0113>